



PLENIERE DU 24 JUIN 2013

PREMIERES ORIENTATIONS REGIONALES ISSUES DU DEBAT SUR LA TRANSITION
ÉNERGETIQUE

*Intervention de Véronique Bérégovoy,
Vice-présidente en charge de l'Environnement et du Plan
climat-énergie,
Conseillère régionale Europe Ecologie – Les Verts*

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

Vous avez dit, transition énergétique, et bien oui les citoyens sont prêts !

Le 25 mai dernier s'est tenue à la région Haute-Normandie et simultanément dans 14 régions françaises « la journée citoyenne » dans le cadre du débat national sur la transition énergétique. J'ai eu le plaisir d'accueillir avec mon collègue Nicolas Mayer-Rossignol, une centaine de haut-normand-e-s qui ont été désigné-e-s suite au travail d'un institut de sondage spécialisé, afin de garantir une diversité des panels (catégories socioprofessionnelles, âge, type d'habitat, contexte résidentiel, déplacement...) et garantir aussi le fait que ces citoyen-ne-s ne soient pas impliqués dans la transition énergétique soit à titre professionnel, soit à titre militant. L'intérêt de cette démarche était justement que nous

n'avions pas à faire à des experts. En quelques mots, force est de constater que la publication des résultats de ces rencontres est assez édifiante. En effet, les citoyens sont tout à fait conscients que la transition énergétique, basée sur la baisse des consommations et le développement des énergies renouvelables est nécessaire, bénéfique et urgente. Elle est d'abord pour eux à 65% « *une chance de s'engager dans un modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement* » mais elle est aussi une urgence environnementale ainsi qu'une aubaine pour la création de nouveaux emplois et le rééquilibrage de notre balance commerciale.

Contrairement à certains lobbies et corporatismes soutenant bec et ongle les vieilles énergies fossiles et nucléaires, une très faible minorité de ces citoyen-ne-s voient cette transition comme un risque ou un retour en arrière, et ont très clairement exprimé leur volonté de baisser massivement la consommation des produits fossiles; tout en montrant de forts doutes sur la place à venir du nucléaire, puisque seulement 10% pensent qu'il faut décider à l'issue du débat la prolongation de la durée de vie du parc nucléaire, pourtant considéré comme solution miracle par certains!

Les citoyens ont affirmé, sans ambigüité, qu'ils sont prêts à changer leurs comportements. Ils demandent, en retour à ce que l'ensemble des acteurs (Etat, collectivités, entreprises et notamment industrie et agriculture) participent très activement à cette transition, par tous les moyens à leur disposition. Ils sont prêts à s'investir dans un véritable projet de société à condition que l'Etat et les collectivités locales portent une véritable dynamique collective d'accompagnement par des financements, la facilitation et la valorisation des solutions collectives locales, le développement d'alternatives notamment en matière de transports, de logement et l'apport d'informations aux citoyens.

Les citoyens sont prêts et donc nous les politiques devons poser des actes concrets et c'est ce que nous avons commencé à faire. Et c'est ce que nous devons développer.

Comme l'a rappelé le Président, le débat national sur la transition énergétique qui vient de se tenir en France doit permettre l'élaboration d'une loi de programmation sur l'énergie d'ici la fin de l'année. L'enjeu est de taille, d'autant plus que c'est la première fois qu'il y a un débat approfondi sur ce sujet en France.

Dans un contexte d'engagements internationaux, européens, français que nous connaissons tous maintenant, où nous devons réduire nos consommations énergétiques dans tous les secteurs, diminuer nos émissions de gaz à effet de serre et développer massivement les énergies renouvelables, dans la volonté politique de développer un programme d'actions conséquent qui répond aussi aux objectifs et orientations de notre SRCAE, que je vous ai présenté en mars dernier et que nous avons adopté, notre région, de par son profil industriel et énergétique, est au cœur de ce débat.

A l'heure de la raréfaction des énergies fossiles, de leur coût de plus en plus élevé, de l'accroissement de la précarité énergétique (8 millions de Français-e-s sont concerné-e-s) force est de constater que les choix énergétiques qui ont construit notre modèle économique sont à bout de souffle. Il est donc vital d'engager cette transition énergétique en France et dans notre région. Engager cette transition énergétique nous permettra de réduire l'empreinte écologique de la Haute-Normandie, d'engager la conversion écologique de notre économie en élaborant une politique de sobriété et d'efficacité énergétique dans tous les secteurs (bâtiments, industries, transports, agriculture) tout en construisant les nouvelles filières d'énergies renouvelables qui sont créatrices d'emplois durables. Et le tout permettra de baisser considérablement la facture énergétique.

Je ne vais pas reprendre le déroulé du débat dans notre région ou l'ensemble de la synthèse que vient de nous présenter le Président, mais permettez moi de faire le focus sur quelques points qui me paraissent stratégiques si nous avons la volonté d'engager réellement la transition énergétique et écologique sur notre territoire.

A travers ce débat, ont été balayés l'essentiel des thématiques abordées au niveau national.

Nous avons eu des échanges riches, constructifs autour d'un certain nombre de témoins et d'intervenants de qualité à travers lesquels se sont dégagés un certain nombre de consensus mais aussi des divergences. Tout cela nous a permis de continuer à lever des tabous et à approfondir nos réflexions, nos choix, nos exigences, notre place aussi en matière de politique énergétique.

Tenant compte de ces débats, tenant compte de l'avis des citoyen-ne-s, tenant compte de l'avis de certains experts, je suis aujourd'hui intimement convaincue que la Haute-Normandie, au delà du fait d'être une terre d'énergie, doit surtout et avant tout devenir la terre, le territoire des énergies renouvelables pour engager concrètement le processus de conversion écologique de notre économie. Voilà une réponse précise, lisible et efficace face à la crise économique, sociale et environnementale que nous subissons dans notre région et dans notre pays.

Quand il s'agit de développer et d'apporter notre soutien à la construction de la filière éolienne qu'elle soit terrestre ou offshore, c'est évidemment une très bonne chose qui engendre une dynamique remarquable et redonne espoir à des milliers de salariés. Nous répondons ainsi aux enjeux économiques et sociaux.

Quand il s'agit de donner la priorité à la rénovation thermique des bâtiments notamment en développant des nouveaux mécanismes de financement comme le tiers-financement, quand il s'agit de développer les transports en commun ainsi que le fret et le fluvial en créant des mesures fiscales et règlementaires incitatives, nous répondons à l'enjeu de la sobriété.

Quand il s'agit d'investir massivement dans le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur des ENR, des réseaux intelligents, des projets d'économie circulaire, de récupération d'énergie fatale, nous répondons à l'enjeu de l'efficacité énergétique.

Quand il s'agit de créer de nouvelles politiques de formation sur les nouveaux métiers dans le domaine de l'énergie, d'intégrer l'éducation énergétique dans tous les parcours scolaires et que nous développons des politiques d'information, de sensibilisations, d'éducation et de responsabilisation pour tous les citoyen-ne-s afin d'améliorer les comportements pour moins gaspiller, être plus sobres, nous répondons aussi à l'enjeu d'éducation et de formation.

Quand il s'agit de garantir un prix de l'énergie qui soit accessible à tou-te-s, aux citoyen-ne-s, aux entreprises, nous répondons à l'enjeu de justice et de solidarité.

Et quand nous faisons tout cela nous répondons aux enjeux environnementaux.

Et pour que tout cela soit cohérent, lisible et efficace, nous devons aussi être vigilants avec certaines affirmations et orientations qui pourraient être - pour ne pas dire qui sont - en contradiction avec l'ensemble de ces enjeux.

Tout d'abord, s'agissant du nucléaire, parlons en effet des sujets ou les avis sont clairement partagés. Il paraît assez contradictoire de vouloir d'un côté la réduction de la part du nucléaire dans la production de l'électricité (passer de 75% à 50%) comme l'annoncent régulièrement le Président de la République et la Ministre de l'écologie dans toutes ses interventions sur l'énergie, et en même temps mettre en avant que la Région Haute-Normandie dispose d'un potentiel pour développer cette énergie!

Autre point qui fait divergence, le coût réel du nucléaire! Point qui a été abordé brièvement au débat d'Evreux. Le prix de l'électricité (à 80% d'origine nucléaire en France) est constitué du coût de production et de commercialisation (fourniture), du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (qui permet de couvrir les frais liés au développement et à la maintenance et sécurisation du réseau), de diverses taxes et de la contribution au service public d'électricité instaurée en 2003 afin de soutenir le développement des ENR et de financer les dispositifs sociaux. Et comme vous pouvez le constater, dans le calcul de ce prix

ne sont pris en compte ni le démantèlement des centrales ni la gestion des déchets ! On se demande bien qui paie ou qui va payer ?? Je vous laisse le soin de trouver la réponse!

Autre sujet sur lequel je souhaitais apporter des précisions c'est sur la notion d'intermittence des énergies renouvelables. On associe systématiquement ENR et intermittence sous entendu qu'on ne pourrait pas faire qu'avec des ENR!

Les énergies renouvelables sont avant tout complémentaires. Il y a celles qui sont variables (l'éolien, le solaire) qui peuvent être complétées par celles qui sont stockables (l'hydraulique, la biomasse, le biogaz). Par exemple, aujourd'hui, le grand parc hydraulique français est utilisé en complémentarité au parc nucléaire (lequel ne répond pas à la variation de la demande). Par conséquent, le parc hydraulique pourrait aussi très bien être utilisé en complémentarité de l'éolien quand cela est possible et par ailleurs le foisonnement des renouvelables permet de lisser la courbe de production des énergies renouvelables variables, et la multiplicité des sites permet une production moyenne régulière. Ainsi ENR ne riment pas forcément avec intermittence!

Voilà donc quelques points qu'il était important de signaler pour être tout à fait complet sur le sujet.

Et parce que nous sommes une Région qui depuis des années a mis au cœur de ces politiques la problématique énergétique, nous devons être cohérents et exemplaires en la matière. Les dernières mesures qui vous sont présentées (qui ont été présentées par le Président et Nicolas Mayer-Rossignol) vont dans ce sens.

Renforcement de la politique de sobriété et d'efficacité énergétiques dans les établissements scolaires par des travaux appropriés, par la mise en œuvre des raccordements de ces établissements aux réseaux de chaleur existants, par le télé-suivi de

l'ensemble des fluides et énergies ainsi que des consommations d'eau. Tout cela accompagné par un plan de formation pour les agents qui y travaillent.

Extension du dispositif « chèque énergie » aux copropriétaires, qui s'inscrit dans la volonté de renforcer les mesures d'aide dans le domaine de l'habitat, enjeu essentiel. Pour cela, nous travaillons à l'élaboration des modalités opérationnelles pour la mise en œuvre de ce nouveau dispositif « chèque énergies Copropriété ».

Construction du pôle régional d'excellence économique à énergie positive avec des fonctionnalités exemplaires dont l'empreinte écologique, de sa conception à sa réalisation et dans son fonctionnement sera la plus réduite possible, beau projet cohérent et ambitieux.

Au delà de ces projets, nous allons continuer à définir des actions concrètes et d'autres mesures concernant le patrimoine régional et l'ensemble des politiques publiques de la région suite à l'élaboration du nouveau Plan Climat Energie Régional. Actuellement, nous terminons le bilan du premier PCET de 2007 et dès la fin de l'année je serais en mesure de vous faire un premier état des lieux des projets de notre nouveau plan climat, enrichi de ces débats, enrichis de la participation active des agents de la Région et enrichi de vos apports à tou-te-s.

« Mettre l'économie et plus globalement la société française sur une trajectoire cohérente, de la façon la plus pertinente écologiquement, la plus efficace économiquement et la plus juste socialement... » c'est par ces propos qu'avait été introduit le débat national sur la transition énergétique. Et bien c'est ce défi que nous devons relever! La transition énergétique nécessite une rupture à la fois en terme de gouvernance, de structuration des acteurs économiques et de comportements individuels et collectifs. Et dans ce contexte, le développement d'une approche territoriale de l'énergie paraît important pour valoriser les potentiels locaux (c'est ce que nous faisons avec l'éolien offshore) et mobiliser les capacités de réduction de consommation, notamment pour développer et structurer les synergies avec les différents échelons de collectivités territoriales garantissant la continuité des

services énergétiques. L'approche territoriale de l'énergie implique non seulement les consommateurs mais elle définit les enjeux propres au territoire, négociés et partagés par tous pour déterminer les bons choix énergétiques et leurs conditions de mise en œuvre. Une stratégie énergétique, intégrant la nécessaire solidarité entre les territoires se construit donc pour répondre aux enjeux de développement, d'aménagement et d'entretien du territoire. Mettre en place cette stratégie est un défi que nous devons relever pour le bien être de toute-s!